



Mexique: le bilan accablant de Enrique Peña Nieto à un an des présidentielles

Par [Luis Alberto Reygada](#)

Mondialisation.ca, 25 septembre 2017

[Mémoire des luttes](#) 22 septembre 2017

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Quel bilan du mandat de Enrique Peña Nieto peut-on tirer dès aujourd'hui, à moins d'un an des prochaines élections présidentielles du Mexique qui se tiendront le 1er juillet 2018 ? S'il est vrai que la réforme du secteur énergétique – mettant fin au monopole d'Etat en permettant les investissements privés étrangers – lui a d'abord attiré la sympathie de la grande presse économique et des gouvernements liés aux multinationales du secteur, les répercussions positives promises tardent à se faire sentir auprès de la population [1]. Les derniers chiffres de la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (Cepal) indiquent d'ailleurs que la pauvreté a augmenté ces dernières années, passant de 51,6% de la population en 2012 à 53,2% en 2014, soit l'équivalent de plus de 63 millions de mexicains [2].

De plus, les inégalités se renforcent : alors que le PIB augmente (moyenne annuelle de 2,1%), les salaires ne suivent pas au bas de la pyramide (baisse de 3,5% des revenus des ménages entre 2012 et 2014) tandis les fortunes s'envolent à son sommet. La croissance reste concentrée dans la partie supérieure de la distribution des revenus et l'organisation Oxfam attire l'attention sur le fait que la fortune des 4 premiers milliardaires mexicains représente 9,5% du PIB en 2015 contre 2% en 2002 [3]. Le panorama s'est assombri au fil du sexennat, au point que l'ancien ministre des affaires étrangères Jorge Castañeda en est venu à déclarer au *Financial Times* que le pays a basculé du « *moment mexicain* » au « *désastre mexicain* » [4].

Ces dernières années sont aussi marquées par les scandales d'enrichissement illicite. Alors qu'ils avaient été présentés par Peña Nieto comme des modèles de la relève générationnelle du « nouveau Parti révolutionnaire institutionnel, PRI », plusieurs gouverneurs ont été impliqués dans des affaires de détournement de fonds publics. Javier Duarte n'a pas pu terminer son mandat à la tête de l'Etat de Veracruz suite à une mise en examen ; il sera finalement arrêté au Guatemala (avril 2017). Ayant aussi tenté d'échapper à l'action de la justice, l'ancien gouverneur de Quintana Roo Roberto Borge s'est fait interpellé au Panama ; il était sur le point de sauter dans un avion à destination de Paris (juin 2017). Quant à Cesar Duarte, l'ancien cacique de Chihuahua, il reste à ce jour introuvable et est actuellement recherché par Interpol.

Au plus haut sommet du gouvernement, le bon exemple n'a pas été à l'ordre du jour. Le président a dû lui-même demander des excuses à la télévision après l'énorme indignation causée par « l'achat » par sa femme d'une luxueuse maison – estimée à près de 7 millions de dollars – construite par une entreprise ayant bénéficié d'importants contrats publics. En matière de corruption, le *New York Times* n'hésite plus à décrire un « *niveau d'audace qui*

n'avait encore jamais été vu » auparavant dans le pays [5].

Des forfaitures qui ne surprennent plus les Mexicains, mais qui attisent néanmoins les tensions dans un climat de malaise social généralisé non exempt de risques d'explosion. C'est ce qu'a démontré la vague de pillages de ce début d'année, déclenchée suite à l'augmentation soudaine du prix de l'essence (+20,1 %), conséquence de la réforme énergétique antérieurement citée. Résultat : plus de mille magasins dévalisés, 1500 arrestations, 5 morts [6].

Malgré tout cela, le pire échec du retour du PRI au pouvoir aura été son incapacité à résoudre un autre problème, qui reste la principale préoccupation de la société : la violence.

En poursuivant la « guerre contre le narcotrafic » (instaurée par son prédécesseur Felipe Calderon fin 2006), alors qu'elle affichait des résultats très discutables, Peña Nieto a enlisé le pays dans un conflit au bilan désastreux. En effet, depuis le début de son mandat, la violence a provoqué plus de 100 000 morts, et la tendance toujours à la hausse du nombre d'homicides laisse présager que ce sexennat sera au final encore plus meurtrier que le précédent.

Mais c'est bien la population civile qui paye le prix fort de cette politique en se retrouvant prise au piège entre les membres des cartels et les forces de l'Etat (policiers ou militaires) : 310 000 déplacés internes depuis 2009 (plus de 23 000 l'année dernière), une situation que certains analystes n'hésitent pas à comparer à celle d'un conflit armé. Pire encore : à l'extrême insécurité sont venues se greffées disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires, ainsi qu'une recrudescence des pratiques de torture. Des corps décapités ou même entièrement démembrés sont découverts toutes les semaines, tout comme des fosses communes. Si l'histoire tragique de l'enlèvement des 43 étudiants d'Ayotzinapa a été médiatisée (Lire sur Mémoire des luttes « [Rendez-les-nous vivants !](#) », un livre incontournable sur les 43 d'Ayotzinapa), elle ne représente malheureusement qu'une goutte d'eau dans l'océan de désolation que vivent des milliers de familles mexicaines : le pays compte aujourd'hui 31 000 disparus (4 814 cas en 2016), au point que le Comité contre les disparitions forcées des Nations unies s'est alarmé du contexte de « *disparitions généralisées* » tout en pointant du doigt l'implication récurrente d'agents de l'Etat. Le dossier d'Ayotzinapa - toujours non élucidé - aura surtout servi à exposer au grand jour la collusion manifeste entre pouvoir politique et délinquance organisée existant dans certaines régions du territoire [7].

« *Le Mexique est plongé dans une crise inédite de violence et de violations des droits de l'homme* » observe Santiago Aguirre, vice-directeur du *Centro ProDH*, qui insiste sur la nécessité de prendre en compte « *trois facteurs qui alimentent ce cycle : l'impunité [taux de 98%], la corruption [des études de la Banque mondiale estiment que la corruption politique et économique pourrait représenter 9% du PIB] et la macro-criminalité* », une fusion du crime organisé et du pouvoir public [8].

Plusieurs organisations n'hésitent d'ailleurs plus à dénoncer le fait que durant la dernière décennie, des crimes de lèse humanité ont été commis à l'encontre de la population, « *tant par les forces gouvernementales que par certains cartels du narcotrafic* », agissant parfois en toute complicité. En effet, dans le rapport qu'elle a remis à la Cour pénale internationale, la Fédération internationale des droits de l'homme démontre que certaines régions subissent une violence qui serait causée par des politiques mises en place directement par certaines structures de l'Etat, en précisant que le pays traverse la pire situation du

continent en matière de droits de l'homme [9].

De ce fait, le Mexique occupe depuis 2014 la première place pour le nombre de plaintes pour violation des garanties individuelles présentées devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Parmi ces victimes se trouvent aussi des militants, des journalistes ou bien des défenseurs des droits de l'homme. En janvier dernier, Michel Forst, le rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme (mandaté par le Haut-Commissariat des Nations unies) a déploré l'existence d'une lourde tendance à la violence et à l'agression à leur encontre, tout en dénonçant le fait qu'ils soient parfois considérés par les autorités comme des « *ennemis de l'Etat* ».

D'ailleurs, le *New York Times* a récemment confirmé, dans une enquête publiée en juin dernier, que ces défenseurs des droits de l'homme se trouvaient effectivement dans le viseur des autorités. Celles-ci auraient en effet espionné des militants engagés dans des batailles judiciaires mettant en cause la responsabilité du gouvernement ainsi que des journalistes couvrant des dossiers politiquement sensibles (notamment des affaires de corruption), via des mouchards installés sur leurs téléphones portables. L'enquête signale que depuis 2011, au moins trois agences fédérales mexicaines ont dépensé près de 80 millions de dollars pour acheter des programmes d'espionnage de type « Pegasus », fabriqués par l'entreprise israélienne *NSO Group*, laquelle affirme ne vendre ses logiciels qu'à la condition qu'ils soient utilisés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ou le crime organisé [10].

Le fait que le gouvernement surveille des ONG et des journalistes dévoilant la corruption au lieu d'enquêter sur les responsables de celle-ci a provoqué un véritable scandale, dénoncé par plus de 200 organisations latino-américaines. Il a aussi contribué à ternir encore un peu plus le désolant panorama de la presse locale : 35 assassinats de journalistes recensés durant ces cinq dernières années par l'ONG *Article 19*, ainsi que 426 agressions subies par les professionnels de l'information en 2016 (dont 53% par des fonctionnaires). Avec ce palmarès, il n'est pas étonnant que le pays ait été considéré par Reporters sans frontières comme le troisième plus dangereux au monde pour exercer la profession, après la Syrie et l'Afghanistan.

Ainsi en est-il de de la situation au Mexique, terre de contrastes, où les plages paradisiaques côtoient des régions transformées en véritables enfers. Près d'un an avant la fin de son mandat et à la tête d'un bilan clairement accablant, ce qui peut surprendre, c'est que le président Enrique Peña Nieto échappe aussi facilement aux critiques de la « *communauté internationale* ».

Luis Alberto Reygada

Notes

[1] Lire John M. Ackerman, « [Le Mexique privatise son pétrole](#) », et Jean-François Boyer, « [Echec et mat pour la gauche mexicaine](#) », *Le Monde diplomatique*, mars 2014..

[2] Les chiffres du Conseil national d'évaluation de la politique de développement social sont plus réservés, avec 46,2% de la population en situation de pauvreté, soit 55,3 millions de personnes en 2014.

[3] Cf. « [Desigualdad Extrema en México : Concentración del Poder Económico y Político](#) », Oxfam México, 23 juin 2015..

[4] Jude Webber, « [The 'new Mexico' goes up in flames](#) », *Financial Times*, 14/11/2014.

[5] Lire Elisabeth Malkinapril, « [Corruption at a Level of Audacity 'Never Seen in Mexico'](#) », *The New York Times*, 19/04/2017.

[6] Frédéric Saliba « [Le Mexique en crise après la hausse du prix de l'essence](#) », *Le Monde*.

[7] Arrêtés par la police sur ordre d'un maire, les étudiants de l'Ecole Normale rurale d'Ayotzinapa (Etat de Guerrero) ont été remis par les forces de l'ordre à un cartel ; des doutes planent encore autour du rôle joué par l'armée, bien que diverses preuves semblent confirmer sa participation.

[8] Contacté par courriel. Le Centro ProDH est une organisation civile non-gouvernementale possédant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies ; elle promeut et défend les droits de l'homme des populations les plus vulnérables du Mexique. www.centroprodh.org.mx/

[9] Manuel Hernandez Borbolla, « [Buscan llevar a los Moreira ante la Corte Penal Internacional por crímenes de lesa humanidad en Coahuila](#) », 07/07/2017, *Huffington Post* Mexique, et Gloria Leticia Diaz, « [Los Moreira, denunciados ante la Corte Penal Internacional](#) », *Proceso*, 08/07/2017.

[10] Azam Ahmed et Nicole Perloth « ['Somos los nuevos enemigos del Estado' : el espionaje a activistas y periodistas en México](#) », *The New York Times*, 19/06/2017.

La source originale de cet article est [Mémoire des luttes](#)
Copyright © [Luis Alberto Reygada](#), [Mémoire des luttes](#), 2017

Articles Par : [Luis Alberto Reygada](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca